Temps de l'enfant, les citoyens ont fait leur part. Les personnels doivent maintenant être entendus.

ACTUS MILITANTES



Le rapport de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant vient d'être remis. On comprend aisément pourquoi les médias retiennent d'abord les questions scolaires : l'école structure nos vies, celles des enfants, des familles et des territoires.

Mais ce rapport va bien au-delà. Les citoyennes et citoyens ont exploré un sujet complexe. Leur expression tient compte également de celle d'un panel d'enfants et de jeunes, et c'est heureux. **La problématique dépasse largement les seuls rythmes scolaires**, en ouvrant une réflexion plus large sur la coordination des acteurs, la cohérence des temps et l'égalité d'accès à des parcours éducatifs complets. Sur ce point, l'UNSA Éducation salue le sérieux des travaux menés et la qualité du regard citoyen porté sur un sujet éminemment sociétal. Leur vision souligne la place qu'occupe l'Ecole publique dans nos vies, **et la nécessité de mieux articuler les temps et les acteurs éducatifs, ce que nous portons depuis longtemps.**

De par la diversité des métiers que nous représentons dans et hors l'École, l'UNSA Éducation a donc tenu **à contribuer aux travaux.** Nous avons donné un éclairage professionnel qui a notamment permis d'écarter la tentation initiale d'une approche uniquement centrée sur la réduction des vacances scolaires. **Cette contribution a rappelé que l'enjeu n'est pas de déplacer des cases mais de penser le sens de l'Ecole publique**, ses missions, et les conditions de travail nécessaires pour les assurer. Pour l'UNSA Éducation, certaines propositions de la convention citoyenne peuvent être activées rapidement, comme le passage à deux zones pour les petites vacances ou le renouveau des PEDT (Projets Éducatifs De Territoire), qui pourrait être opérationnel après les municipales.

En revanche, d'autres mesures doivent désormais être examinées au prisme de leur mise en relation avec le terrain et de leur impact réel sur les enfants comme sur les personnels. Certaines pistes appellent un travail de fond, car nombre d'entre elles auraient des conséquences directes sur l'organisation du travail et sur la gestion RH des métiers d'éducation, de jeunesse, de sport, de recherche et de culture.

Les citoyens et citoyennes ont fait leur part. Les professionnel·les doivent maintenant être entendu·es. Et particulièrement à l'heure où seulement 6 % se reconnaissent aujourd'hui dans les orientations politiques menées. Ce chiffre du Baromètre annuel des métiers de l'éducation UNSA n'est pas une anecdote : il dit un malaise, un besoin de sens, de stabilité et de cap. Il rappelle que l'ambition pour les jeunes, ne peut se construire ni contre les personnels qui les entourent, ni en dehors des espaces de dialogue avec celles et ceux qui les représentent.

Ivry sur Seine, le 25 novembre 2025

Morgane Verviers, secrétaire générale de l'UNSA Education